

-MINISTERE DE LA JUSTICE-

DIRECTION INTERREGIONNALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LYON

Réhabilitation de la cuisine

Maison d'arrêt de Chambéry

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

En matière de SECURITE et de PROTECTION de la SANTÉ

Établi en vertu des articles L-4532.8 et en l'application des dispositions présent par le Décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003

Opération de catégorie 2

<i>Indice</i>	<i>Date</i>	<i>Objet</i>	<i>Etabli par :</i>
A	Le 10/01/2025	P.G.S.C.S.P.S.	B DUMONTET R BRAVAIS

SOMMAIRE

1. OBJET DU DOCUMENT	3
1.1. PRÉCISIONS SUR L'OPÉRATION	3
1.1.1. Volume de l'opération.....	3
1.2. PRÉAMBULE LEGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE.....	4
1.3. DÉFINITION PGCSPS	4
1.4. PRÉSENTATION DES INTERVENANTS	5
1.4.1. Maîtrise d'Ouvrage/ Maîtrise d'œuvre/ Coordination de sécurité	5
1.4.2. Organismes de prévention, Services et Concessionnaires	6
1.4.3. Entreprises intervenantes.....	7
2. PRÉSENTATION SOMMAIRE DU PROJET	8
2.1. PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE A RÉALISER	8
2.1.1. Adresse du chantier :	8
2.1.2. Aménagement du quartier social éducatif.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
2.2. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	8
2.2.1. Travaux en milieu pénitentiaire :	8
2.2.2. Site en exploitation :	10
2.2.3. Diagnostics préalables à l'opération :	10
3. ANALYSE DE RISQUES (LISTE NON EXHAUSTIVE) :	11
4. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER	12
4.1. CALENDRIER ET PHASAGE DES TRAVAUX.....	12
4.2. RISQUES LIÉS AUX ACCÈS DU CHANTIER/STATIONNEMENT/LIVRAISON	13
4.3. RÉSEAUX AÉRIENS ET SOUTERRAINS/ CONSIGNATIONS.....	13
4.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	14
5. MESURES DE COORDINATION ET SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT	15
5.1. DISPOSITIONS CONCERNANT LES VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS VERTICALES ET HORIZONTALES.	15
5.2. DISPOSITIONS CONCERNANT LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATÉRIELS ET MATÉRIELS, EN PARTICULIER POUR CE QUI CONCERNE LES INTERFÉRENCES DES APPAREILS DE LEVAGE SUR LE CHANTIER OU À PROXIMITÉ AINSI QUE LA LIMITATION DU RECOURS AUX MANUTENTIONS MANUELLES	17
5.3. DISPOSITIONS CONCERNANT LA DÉLIMITATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIELS, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIÈRES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES ET DE LEURS ÉVACUATIONS	19
5.4. MESURES À METTRE EN ŒUVRE SUGGÉRÉES PAR LE CSPS CONCERNANT L'ANALYSE DES RISQUES DE L'OPÉRATION	21
6. DISPOSITIONS CONCERNANT L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCÈS PROVISOIRES /L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE GÉNÉRALE /DIVERS MOYEN DE PRÉVENTIONS	29
6.1. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES, BRANCHEMENTS, MAINTENANCES ET HABILITATIONS	29
6.2. DISPOSITIONS CONCERNANT L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES	30
6.2.1. Mise en place et maintenance des PROTECTIONS COLLECTIVES nécessaires à la réalisation des travaux jusqu'à réception. 30	
6.2.2. Travaux en hauteur :	30
6.2.3. Prévention des risques liés aux vibrations :	30
6.2.4. Prévention des risques liés aux coupes :	30
6.2.5. Prévention des risques liés aux bruits :	30
7. MESURES DE SALUBRITÉ (R4532-44-5°).....	31
7.1. DISPOSITIONS PRISES POUR APPLICATION DU R4533-1	31
7.2. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE BON ORDRE ET DE SALUBRITÉ	31
8. MESURES SPÉCIFIQUES DE SECOURS (R4532-44-6°)	32
9. MODALITÉS PRATIQUES DE COOPÉRATION (R4532-44-7°)	33
9.1. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES ET GÉNÉRAUX.....	33
9.2. RAPPEL DES PRINCIPALES DISPOSITIONS FORMELLES	35
Mesures préalables aux travaux	35
9.2.1. Inspections communes	35
9.2.2. PPSPS.....	35
9.3. MESURES PENDANT LES TRAVAUX.....	35
9.3.1. PPSPS.....	35
9.3.2. Registre Journal.....	35
9.3.3. Prescription concernant le D.I.U.O.	35
10. ANNEXES	36
10.1. EPI.....	36
10.2. CADRE TYPE PPSPS.....	37
10.3. CADRE TYPE DU DHOL (DOCUMENT HARMONISER DES OPÉRATIONS DE LIVRAISONS).....	38
10.4. <u>RÈGLES DE CIRCULATION</u>	39

1. Objet du document

1.1. PRÉCISIONS SUR L'OPÉRATION

Le projet consiste à la réhabilitation de la cuisine de la maison d'arrêt sur la commune de Chambéry.

1.1.1. Volume de l'opération

La durée de la période de préparation des travaux est estimée à :	1 Mois
Date de démarrage théorique des travaux	NON CONNU
La durée effective de l'opération est estimée à :	10 MOIS estimés
Le nombre d'entreprises devant intervenir, sous-traitants compris est estimé à :	14 entreprises
L'effectif de pointe est estimé à : Pour un effectif global approximatif exprimé en h.jrs	6 personnes Environ 1200 h. jrs
<p>Au regard de la réglementation relative à la Sécurité et la Protection de la Santé, et par l'importance des travaux à réaliser, supérieur à 500 h/j ;</p> <p>Cette opération se classe en 2ème catégorie (art R. 4532-1 du Code du Travail).</p>	

Cette opération est soumise à l'obligation de la **Déclaration Préalable** prévue à l'article 4532-1. Elle devra être communiquée par le Maître d'Ouvrage aux organismes visés à l'article L-235.2, territorialement compétents au lieu de l'opération, au moins **trente jours avant le début effectif des travaux** (Art. L-4532-3 et 3 du Code du Travail).

Liste des destinataires :

1. Autorité administrative (**DREETS**) ;
2. Organisme professionnel de santé, de sécurité et des conditions de travail prévu par l'Article L4111-6 dans la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics (**CARSAT**) ;
3. Organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels (**OPPBTP**).

1.2. PRÉAMBULE LEGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

- Le présent document est rédigé en application de l'article L4532-8 du code du travail ; le contenu est défini aux articles R4532-52 à R4532-55 du même code.
- Cependant, le présent document répond également aux obligations du R4532-12 et à ce titre définit des mesures et sujétions liées aux obligations respectives des différents intervenants en matière de sécurité et de protection de la santé.
- A ce titre, l'attention de toutes les entreprises est attirée sur le fait qu'elles devront répondre à cet appel d'offre en tenant compte des modalités d'organisation issues de ce texte qui représentent **les mesures minimales à observer**, et notamment des deux éléments suivants :
 - a) Il a été désigné comme le prévoit le texte, un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants du chantier.
 - b) Le présent document intitulé **Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS)**, est établi en application des dispositions du Code du Travail.
 - c) **Chaque entreprise titulaire et sous-traitante** devra préalablement au démarrage des travaux participer à une **inspection commune** avec le **CSPS** et transmettre dans un délai raisonnable pour analyse son **PPSPS**.

L'attention des entreprises est attirée sur l'exigibilité de ce PPSPS, en son absence l'entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution court.

LE PPSPS devra aussi intégrer les coactivité simultanées et successives des entreprises.

1.3. Définition PGCSPS



- Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant des interférences des différentes entreprises intervenant sur le chantier.
 - L'ensemble des mesures sont des dispositions minimales à respecter par les entreprises, mais pourront, le cas échéant et ce dans le cadre de la réalisation de leurs PPSPS, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises ; ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente.
- Le document précise pour chaque tâche présentant des risques de coactivités simultanées ou successives :
- Le risque éventuel
 - Une mesure de prévention pour prévenir ce risque
 - L(es) entreprise(s) en charge de la mise en œuvre de(s) la mesure(s)
 - L(es) entreprise(s) ou l'intervenant, bénéficiant de la mise en œuvre de(s) la mesure(s)



Rappel des 9 Principes Généraux de la prévention :



- 1. Éviter les risques ;**
- 2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;**
- 3. Combattre les risques à la source ;**
- 4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concernent la conception des postes de travail, le choix des équipements de travail, les méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;**
- 5. Tenir compte de l'état d'évolution technique ;**
- 6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;**
- 7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;**
- 8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelles ;**
- 9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.**





1.4. PRÉSENTATION des intervenants

1.4.1. Maîtrise d'Ouvrage/ Maîtrise d'œuvre/ Coordination de sécurité

	NOM		
MOA	Ministère de la Justice DISP de LYON 19, rue Crépet – CS 70607 69366 LYON		

	NOM		
AMOA	NORMAND ALEXANDRA AMO - PROJECTIO SAS Bâtiment B – 4ème étage 177 avenue Georges CLEMENCEAU 92024 NANTERRE CEDEX www.projectio.fr	T. 09 73 89 05 96	displyon@projectio.fr

	NOM		
bet	BET STRUCTURE <u>PLANTIER</u>	04 50 67 67 59	Pierre-antoine.laine@egis-group.com
	BET FLUIDES <u>MAGNIEN</u>	06 80 89 39 97	m.magnien@beteg-sarl.fr

CSPS	NOM et ADRESSE/☎/💻			
	Bruno DUMONTET RESPONSABLE D'ACTIVITÉ SPS AURA / COORDONNATEUR SPS 06 25 59 79 21 bruno.dumontet@pmmconseil.com 3 Avenue Karl Marx - 69120 VAULX EN VELIN  PMM Synergies & Solutions www.pmmconseil.com			
	Siège social 03 84 82 36 07 6 rue Macedonio Melloni 39100 DOLE	Agence Rhône-Alpes 04 72 97 02 80 3 avenue Karl Marx 69120 VAULX-EN-VELIN	Agence Grand-Est 03 84 82 36 07 7 Rue Clément Ader 51100 REIMS	
	Romuald BRAVAIS COORDONNATEUR SPS 06 12 89 77 02 romuald.bravais@pmmconseil.com 3 Avenue Karl Marx - 69120 VAULX EN VELIN  PMM Synergies & Solutions www.pmmconseil.com			
	Siège social 03 84 82 36 07 6 rue Macedonio Melloni 39100 DOLE	Agence Rhône-Alpes 04 72 97 02 80 3 avenue Karl Marx 69120 VAULX-EN-VELIN	Agence Grand-Est 03 84 82 36 07 7 Rue Clément Ader 51100 REIMS	

1.4.2. Organismes de prévention, Services et Concessionnaires

Service	Adresse	☎	💻
DREETS	Tour Swiss Life 1 boulevard Vivier Merle 69433 LYON CEDEX 03		
CARSAT (Service Prévention)	Carsat Rhône-Alpes - Prévention des Risques professionnels 69436 Lyon Cedex 03		
OPPBTP (Comité Régional)	Bâtiment Cassiopée - Rue des Tropiques 38130 ECHIROLLES	04 76 46 92 68	

1.4.3. Entreprises intervenantes

TITULAIRES/sous traitant

Entreprises	Adresses	?	?
LOT1	N/C		
LOT2	N/C		
LOT3	N/C		
LOT4	N/C		
LOT5	N/C		
LOT6	N/C		
LOT7	N/C		
LOT8	N/C		
LOT9	N/C		
LOT10	N/C		
LOT11	N/C		
LOT12	N/C		
LOT13	N/C		
LOT14	N/C		

Chaque entreprise doit transmettre :

- ✧ La demande d'un arrêté de circulation auprès des services généraux compétents. **(Pour les emprises des installations de chantiers ou d'équipements de protections)**
- ✧ La déclaration d'intention de commencer les travaux (D.I.C.T.) aux administrations, établissements ou organismes concernés (EDF, GDF, FT, Commune, intercommunalité), en remplissant le formulaire Cerfa n° 14434-01. Elles doivent être transmises au moins 10 jours avant le début des travaux et sont valables 2 mois. **(Si travaux extérieurs en présence de réseaux)**
- ✧ Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), aux organismes de sécurité et de prévention, médecin du travail et CSE(article R4532-70 du code du travail).

2. PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET

2.1. PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE A RÉALISER

2.1.1. Adresse du chantier :

MAISON D'ARRET CHAMBERY

1 rue de Belledonne 73000 CHAMBERY

2.1.2. Réhabilitation de la cuisine de la maison d'arrêt

2.1.2.1. Le projet consiste :

Réhabilitation de la cuisine de la maison d'arrêt sur la commune de Chambéry

2.1.2.2. D'une manière générale, les travaux (liste non exhaustive) :

- Installations de chantier et des protections collectives (y compris en zone de circulation et barriérage de chantier)

1. Description sommaire de l'opération

- **Nature des travaux :**
 - Réhabilitation de la cuisine et de l'unité sanitaire existantes.
 - Création d'une extension sur deux niveaux (RDC et R+1) pour répondre aux besoins logistiques et administratifs.
 - Travaux impliquant des interventions sur le gros œuvre, les réseaux (plomberie, gaz, électricité), la ventilation, et les finitions.
- **Surface totale concernée : 306 m²**, incluant 176 m² de nouvelles constructions et 130 m² rénovés.
- **Environnement spécifique :**
 - Chantier situé dans l'enceinte d'une maison d'arrêt active, impliquant des accès restreints et un contrôle rigoureux des personnels et des équipements.

- Le détail et descriptif des travaux sont mentionnés dans le CCTP de chaque lot pour cette affaire

2.2. Description de l'environnement

2.2.1. Travaux en milieu pénitentiaire :

❖ Le document « **Cadre de sûreté V1.0** » dresse les règles applicables en termes :

- Modalités d'obtention des Autorisations d'accès à l'établissement
- Identification des intervenants
- Modalités particulières relatives à l'emploi du téléphone portable dans l'enceinte de l'Etablissement
- Modalités de surveillances du chantier
- Horaires d'intervention
- Modalités de fonctionnement du chantier
- Spécificités du règlement intérieur

- *Planification et communication avec l'établissement*
- *Implantation de l'installation de chantier*
- *Gestion des déchets*
- *Accès à la zone chantier*
- *Moyen de levage*

Lorsque la version définitive sera adoptée les enjeux et règles imposées seront intégrés au PGCSPS par le biais du registre journal.

2.2.2. Site en exploitation :

*Le centre pénitentiaire est un site en exploitation, **le site reste en exploitation pendant toute la durée des travaux.** Les règles imposées aux entreprises au sujet des nuisances potentielles pouvant impacter l'exploitation sont définies.*

Rappel réglementaire sur les interférences pour les chantiers sur site en exploitation :

*En application avec l'article **R4532-14** le CSPS réalise une inspection commune avec le chef d'établissement ou son représentant préalablement au commencement des travaux afin de :*

- *Définir les zones de danger spécifique pour les entreprises appelées à intervenir.*
- *Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs, les véhicules et engins concourants au chantier.*

Cette inspection commune pourra être couplée aux inspections communes des entreprises, en présence du MOE pour que tous les intervenants aient conscience des risques interférents et des mesures en découlant ainsi que des consignes de sécurité arrêtés avec l'exploitant notamment concernant la gestion des secours (accès, positionnement des PRS).

2.2.3. Diagnostics préalables à l'opération :

Matériaux contenant de l'amiante :

- Se référer au diagnostic produit par le MOA

Référence PBREPAV-D2707743-1901 27 novembre 2019

Le diagnostic **n'a pas révélé la présence** de revêtements contenant du plomb.

Référence AMITRAV-D2707743-1901 27 novembre 2019

Le diagnostic **n'a pas révélé la présence** de matériaux et produits contenant de l'amiante.

3. Analyse de risques (liste non exhaustive) :

- **Risque de heurt** lié à la présence potentielle de personnel à pied en proximité de véhicules et/ou engins en mouvement lors des livraisons
- **Risque de chute de plain-pied** lié à l'encombrement de poste de travail au stockage dans les zones de cheminement
- **Risque d'effondrement** lors de démolition
- **Risque de chute de hauteur** lié aux conditions de réalisation de certaines tâches, impliquant de fait la mise en place de protections collectives notamment lors de la création de trémies.
- **Risque d'effondrement de structure provisoire** lié à une utilisation ou un montage hasardeux de l'échafaudage.
- **Risque électrique** et réseaux lié à des non consignations et non repérage de réseaux sensibles
- **Risque d'empalement** sur des aciers en attentes ou ferrailages mis à nu.
- **Risque d'incendie** lié à l'emploi de matériel de soudure, de découpe ou tout autre outillage présentant ce risque.
- **Risque de blessure** lié à l'emploi d'outillage spécifique.
- **Risque d'asphyxie** lié à l'application de produits dans des locaux mal ventilés et aux interventions dans des locaux mal ventilés et nécessitant la mise en place de mesures spécifiques.
- **Risques interférents** liés aux coactivités simultanées ou successives.
- **Risques lié au levage et manutention mécanique**

4. Mesures d'organisation générale du chantier

4.1. CALENDRIER et PHASAGE des travaux

L'entreprise titulaire de chaque lot devra dresser un programme d'exécution **comprenant également les prestations qu'elle aura sous-traitées.**

Ce calendrier ainsi que ses mises à jour seront transmis au MOE et au coordonnateur. Il devra impérativement faire apparaître des éléments suivants :

- La période de préparation
- Les délais de mise en œuvre des **protections collectives retenues** :
 - ◊ Pour la sécurisation des accès aux zones de travail,
 - ◊ Pour la sécurisation des postes de travail, notamment la mise en place du balisage de chantier et la neutralisation des zones de travail.
- La mise en œuvre des différentes protections collectives,

L'entreprise titulaire informera le Coordonnateur, dès qu'elle le pourra, des prévisions d'effectif (évolutions, pointes), ainsi que des sous-traitances qu'elle souhaite proposer.

<p>Chaque réseau de distribution dans les bâtiments existant impactés par les travaux, Devront être consignés, par une personne titulaire d'une formation adéquate. Ces consignations feront l'objet de PV qui seront transmis au MOE pour contrôle, au CSPS pour observations.</p> <p>Procédure de consignation électrique :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Séparation : coupure de l'alimentation électrique ; 2. Condamnation : ex : mise en place d'un cadenas ; 3. Identification : action destinée à vérifier que l'installation ou la partie de l'installation qui a été séparée et condamnée est bien celle sur laquelle on s'apprête à intervenir, et signaler qu'une personne est en train de travailler sur l'installation en question ; 4. Vérification : utilisation d'un appareil spécial appelé vérificateur d'absence de tension sans contact pour confirmer l'absence de tension sur le lieu d'intervention ; 5. Mise à la terre 	<p>Lot courants forts/courants faibles</p> <p>Pour : Toutes les entreprises</p>	
---	---	--

4.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier et leur entretien seront à la charge de l'entreprise titulaire du lot.

Un plan des installations sera établi et soumis au Maître d'œuvre et au coordonnateur dans le même délai que le calendrier des travaux par les titulaires du marché.

L'ensemble des installations de chantier seront installées à l'arrivée des entreprises, maintenues et entretenues jusqu'à la fin de chaque phase de travaux.

L'ensemble du chantier (zones de travaux, installations de chantier, zone de stockage) devra être en permanence clos et inaccessible aux personnes étrangères au chantier.

La version définitive devra intégrer les cantonnements envisagés, les zones de stockage, le positionnement des PRS, les clôtures, signalisations, et balisage.

Rappel du cadre réglementaire pour les cantonnements :

- **Local vestiaire** : éclairé, convenablement aéré, chauffé en saison froide, équipé d'armoire individuelle en nombre suffisant par rapport à l'effectif quotidien sur site.
- **Lavabos** : Moyens de nettoyage et de séchage ou d'essuyage entretenus et changés dès que nécessaire.
- **Eau pour la boisson** : Raccordement réseau AEP ou à défaut, mise à disposition de 3 litres d'eau potable fraîche par travailleur et par jour.
- **Cabinet d'aisance, urinoirs** : 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés, (installations séparées en cas de personnel mixte).
- **Réfectoire** : Mise à disposition d'un local spécial, équipé de tables et chaises en nombre suffisant, réchaud, réfrigérateur, maintenu en état constant d'hygiène et de propreté.
- **Sanitaires raccordés aux EU.**

Le raccordement des installations de chantier devra être réalisé par une entreprise habilitée qui devra fournir un PV de réception des installations électrique.

5. MESURES DE COORDINATION ET SUJETIONS QUI EN DECOULENT

5.1. Dispositions concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulations verticales et horizontales.

Risques	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Circulations horizontales		Tous	Toutes les entreprises	Plan d'installations de chantier
<ul style="list-style-type: none"> Chute de hauteur Heurt Collision Ecrasement Chute de plain-pied 	<p>La stabilité de la signalisation et de la clôture provisoire de chantier devra être assurée durant toute la durée des travaux. Les panneaux de signalisation devront être solidement fixés sur des supports stables et verticaux pour être insensible au vent.</p> <p>Pour chaque phase de travaux, l'entreprise titulaire mettra en place les clôtures de chantier conformément aux demandes du gestionnaire de site. L'accès au chantier devra en tout temps être inaccessible au public par tout moyen. La zone d'installation de chantier devra être suffisamment large pour permettre l'accueil de toutes les entreprises et entièrement close.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Respecter la signalisation et le balisage en place ➔ Emprunter les accès et cheminements réservés aux piétons ➔ Les zones de circulations à l'intérieur de la zone des travaux devront être constamment praticable ➔ Toutes les trémies ou zones contenant un potentiel risque de chute de hauteur devront être soit bouchées, soit protégées par des garde-corps d'une hauteur de au moins 1m. ➔ Interdiction de circuler à pied dans la zone d'évolution des véhicules, sauf pour assurer une tâche de « signaleur/chef de manœuvre » notamment lors des opérations de manœuvre des engins et camions de livraisons. ➔ Les zones en cours de travaux devront être correctement éclairée. ➔ Obligation pour les véhicules de respecter une vitesse n'excèdent pas 10km/h sur la zone des travaux ➔ Obligation d'être équipé de gyrophare en marche sur la zone des travaux ➔ Obligation des engins à être équipés de signal de recul (klaxon, phares...) ➔ La conduite des véhicules et engins ne pourra être confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement et munies d'un permis correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé et d'une autorisation de conduite obligatoire au titre de l'article R233-13-19 du Code du Travail à compter des dates fixées par l'arrêté du 2 décembre 1998 <p>Les véhicules et engins de chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée ou les pistes de circulation doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992</p> <p>Protection des points singuliers pouvant présenter des risques pour la sécurité des personnes, la bonne conservation des ouvrages ou la circulation des engins et véhicules par mise en place de protections et signalétique adéquates</p> <p>Le contenu des normes NF E 58.050 et suivantes précise les équipements dont doivent être munis les engins de terrassement et en définit les caractéristiques. En fonction de leur utilisation, l'entreprise définira les postes où les engins seront obligatoirement dotés de structures de protection au retournement et de structures contre les chutes d'objets.</p>			

Circulations verticales à l'intérieur du chantier		Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Arrêté du 21 /12/04
<ul style="list-style-type: none"> • Chute de hauteur • Chute d'objet 	<p><u>Tout accès à un poste de travail en élévation se fera à l'aide de moyens appropriés et conformes à la réglementation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nacelle ou nacelle à déport conduite uniquement par du personnel qualifié et formé à l'utilisation de ces types de nacelles / mode opératoire à fournir dans le PPSPS ainsi qu'un examen d'adéquation préalablement à l'intervention. ▪ Echafaudage ou PIR (adéquation à vérifier lors de l'inspection commune / Le CSPS attire l'attention sur le fait que la mise en œuvre d'un échafaudage commun doit être réalisé par une entreprise habilitée avec PV de réception du montage, aussi dans ce cas une convention doit être établie et les règles définies en concertations notamment sur les accès, les charges d'exploitations. ▪ Les déplacements sur toiture seront sécurisés par tous moyens décrits précisément par l'entreprise dans leur PPSPS (ligne de vie, marches, échafaudage adapté...). Dans tous les cas, le personnel sur site devra être réputé compétent quant à l'utilisation des modes opératoires décrits par l'entreprise. ▪ Les accès devront être réalisés de façon à permettre tous les déplacements du personnel liés à l'opération, à tout niveau du chantier sans risque de chutes de plain-pied ou de chutes de hauteur. ▪ Les différents accès aux postes de travaux feront l'objet d'une procédure spécifique pour chaque secteur, comprenant un plan et description des équipements mise en œuvre en accord avec gestionnaire de site. 			
	<p><i>Remarques.</i> <i>L'entreprise doit prendre en compte des nouvelles dispositions du décret n° 2004-924 du 1 septembre 2004, relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour les travaux temporaires en hauteur et modifiant le Code du Travail ; (deuxième partie : Décret en Conseil d'État) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.</i></p> <p>PGP N°08 : Les protections collectives priment sur les protections individuelles.</p>			

5.2. Dispositions concernant les conditions de manutention des matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne les interférences des appareils de levage sur le chantier ou à proximité ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Manutentions manuelles		Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Articles du CT R 4541-1 à 11 Article du CT R 4321-1 CNAMTS R 372 R 383 Modifié
<ul style="list-style-type: none">Blessures corporellesChute de matériauxEcrasementHeurtTMSChute de plain-pied	<ul style="list-style-type: none">Les manutentions manuelles seront limitéesPrévention des TMS (Troubles Musculosquelettiques) par l’emploi d’outils portatifs adaptés à l’homme. Voir notice de prévention de la CRAMIF réf. DTE 137 – Les outils portatifsPort des EPI.Les opérations de manutention devront être organisées avec des effectifs suffisants ayant reçu une formation spécifique aux gestes et postures et équipés de protections individuelles réglementairesMANUTENTIONS MANUELLES INDIVIDUELLES < 25 kg <p>Les manutentions à l’aide d’engins mécanisés seront privilégiées</p>			

Manutentions mécanisées		Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<ul style="list-style-type: none"> • Installation provisoire d'engins de levage mobile • Déversement • Chute d'objet • Ecrasement • Heurt • Collision 	<ul style="list-style-type: none"> • Les personnes appelées à conduire ces engins doivent être formées, qualifiées et habilitées • Tenir à disposition sur chantier le dossier de conformité et la vérification réglementaire périodique datant de moins de 6 mois • Désignation d'un chef de manœuvre pour chaque levage • Désignation d'aides de manœuvres pour les endroits non visibles et pouvant communiquer ensemble (radios, gestes) • Pose des patins stabilisateurs sur des endroits ne risquant pas de déstabiliser les grues <p>Camion grue mobile / Grue</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plate-forme de mise en station compatible avec le poids du véhicule et les charges à soulever • PV contrôle périodique 6 mois + habilitation de conduite d'engin (Recommandation R372 CNAM) • Examen d'adéquation + plan d'installation avec zones de survoles repérées remis au CSPS avant utilisation des engins de levages. • Le prêt d'une grue à une autre entreprise devra faire l'objet d'une convention de prêt afin de s'assurer que toutes les mesures de sécurité soient respectées par l'entreprise utilisatrice. Le CSPS devra être averti en amont lors des réunions de chantier • Les accessoires de levage tels que, les sangles, estropes, chaînes, palonniers, pinces auto-serrantes, devront être vérifiés par un organisme spécialisé ou par une personne habilitée et compétente intégrée à l'établissement (arrêté du 9 juin 1993). L'entrepreneur doit tenir à disposition les derniers comptes rendus d'épreuves et de contrôles techniques (moins de 1 an dans le registre de sécurité). • Les accessoires de levage, vérifiés et en bon état, devront porter le marquage de la charge maximum d'utilisation (article 33 a du décret du 23 Août 1947 modifié (cf. : article 7 du décret du 2 décembre 1998). • Les crochets seront équipés de dispositifs empêchant tout décrochage accidentel (article 62 du décret du 8 janvier 1965 modifié). • Tout accessoire de levage susceptible d'engendrer un risque pour le personnel sera obligatoirement retiré du chantier et détruit. • Les Pelles mécaniques servant comme moyens de levage seront considérées comme des engins de levage. 			


5.3. Dispositions concernant la délimitation des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses et de leurs évacuations

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Zone de stockage Risques <ul style="list-style-type: none"> Ecrasement Heurt 	<ul style="list-style-type: none"> Les zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux seront préalablement définies et aménagées Ces surfaces seront traitées, stabilisées, assainies et balisées Chaque entreprise pourra dans la limite de la surface disponible, installer dans cette zone ses propres conteneurs de matériel (les besoins seront précisés dans les PPSPS) <p>Le stockage sera exclusivement situé sur les zones définies, sur le PIC et pour des stockages ponctuels sur les zones validées par le MOE.</p> <p>Ces zones ne devront en aucun cas gêner l'exploitation du site, les circulations de véhicules et les cheminements piétons.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le stockage est uniquement autorisé dans l'enceinte du chantier 	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Article R4534-7du CT
<ul style="list-style-type: none"> Explosion Incendie Intoxication et/ou Asphyxie Brûlures 	<p><u>Travaux avec des produits Dangereux</u></p> <p>Éviter tout stockage de produits toxiques et/ou inflammables sur le chantier</p> <p>Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Affichage : interdiction de fumer ✓ Balisage des zones ✓ Utilisation d'EPI ✓ Mise en place d'extincteurs appropriés <p>Communication préalable au MOE pour contrôle, au Coordonnateur pour information des fiches de données de sécurité FDS, règles de stockage à respecter, avec ventilation des lieux de travail et de stockage et installation électrique adaptée aux risques si nécessaire.</p>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	

Risques liés au stockage des déchets Risques <ul style="list-style-type: none"> • Brûlure • Collision • Heurt • Chute de plain-pied • Pollution 	<ul style="list-style-type: none"> • Le tri des déchets, pour chacune des zones de travaux, sera fait selon la réglementation et selon la nature des déchets. • Les déchets seront entreposés dans des bennes et conteneurs adaptés selon la nature des déchets avec panneaux indicatifs apposés au droit des contenants (ferraille, bois, déchets ménagers, produits chimiques...) • Les bennes et conteneurs seront évacués régulièrement en décharge et les rotations seront organisées en fonction du phasage des travaux et de façon à ne pas gêner la circulation sur le site • Les déchets susceptibles de s'envoler seront entreposés dans des conteneurs fermés • Selon la nature des travaux, les déchets seront évacués directement par camion au jour le jour. 	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Art L541-24 Code de l'environnement Décret 2002-540 du 18/04/02 Guide des bonnes pratiques relatif aux stockages des déchets dans le BTP de JUIN 2004 Décret 2005-635 du 30/05/05
Conditions de stockage provisoire, et d'évacuation	<ul style="list-style-type: none"> • Chaque entreprise assurera quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux et évacuera régulièrement ses déchets vers les bennes et conteneurs prévus à cet effet ou par camions en pyrole dans des déchetteries appropriées. • Tout brûlage sur le chantier de quelconques matériaux est rigoureusement interdit 	Toutes les entreprises	Chaque Entreprise	

5.4. Mesures à mettre en œuvre suggérées par le CSPS concernant l'analyse des risques de l'opération

Risques potentiels	Mesures de prévention particulière à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
Risques de chute de hauteur		LOT TOUS	Toutes les entreprises	Voir aussi Fiches INRS Préconisations OPPBT et CARSAT
<ul style="list-style-type: none"> • Chute de hauteur • Chute de charge • Superposition 	<ul style="list-style-type: none"> • Les accès ainsi que les plateformes de travail en hauteur doivent être sécurisés, conformément au décret du 1er septembre et de l'arrêté du 21 décembre 2004 sur les travaux en hauteur • Les travaux temporaires en hauteur doivent être réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à garantir la sécurité des travailleurs et à préserver leur santé. Le poste de travail doit permettre l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques • Les LOTS titulaires mettront en place une protection collective sur tous les éléments construits menant directement aux risques de chutes de hauteur pour lui-même, et pour les autres LOT en fonction de l'avancement du chantier. • Dans l'hypothèse où aucun autre moyen de protection collective n'est possible, le personnel de l'entreprise travaillant sur les parties du chantier exposées aux chutes de hauteur sera doté d'un harnais d'antichute et d'un système de liaison (système antichute ou système avec longe et absorbeur d'énergie et point d'ancrage réglementaire adapté). <p>Tous les travaux nécessitant le port du harnais devront être réalisés par des personnes formées et réputées compétentes. Les points d'amarrages seront préalablement définis dans le PPSPS.</p>			

Risques liés aux travaux sur échafaudage de pieds		TOUS	Toutes les entreprises	Arrêté du 21 /12/04 R408
<p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none">• Chute de hauteur• Chute d'objet• Effondrement de structure 	<p>Emploi d'échafaudages destiné notamment aux protections collectives (émissions de poussières, chute de hauteur en toiture, balisage de la zone des travaux...) / <u>sapines d'accès</u></p> <ul style="list-style-type: none">○ Les accès principaux doivent être protégés (tunnel, coffrage...)○ Les échafaudages ne pourront être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. (Article R-4323-69 du décret 2004-924 du 1 septembre 2004) chaque modification doit faire l'objet d'une vérification consigné dans le journal de chantier.○ Le montage en sécurité sera réalisé à partir des documents de montage de la notice du fabricant ou de la note de calcul élaboré par une personne compétente (la recommandation R408 de la CNAM définit les principales obligations du chef d'entreprise). <p>La mise en œuvre et l'utilisation fera l'objet d'une vérification portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none">○ La résistance de l'ensemble des éléments constitutifs de l'échafaudage lui-même,○ La résistance des appuis au sol,○ Le montage et démontage sous la direction d'une personne compétente,○ La conformité de l'échafaudage aux plans ou notice de montage du constructeur,○ Les appuis au sol des montants, les amarrages, le serrage des boulons de colliers, le clouage, la fixation des plateaux sur traverses, la protection périphérique des planchers.○ Le respect de la distance maximale de 20 cm entre le plancher et la construction. <p>Une fois l'échafaudage réceptionné, le Titulaire du tous les lots ou son sous-traitant éventuel en charge du montage de l'échafaudage, fixera sur l'échafaudage un panneau mentionnant les conditions d'utilisation et l'interdiction d'accès aux entreprises / personnes non autorisées.</p> <p>Chaque entreprise intervenante sur l'échafaudage devra réaliser au préalable une réception de l'ouvrage afin d'attester de la bonne adéquation vis-à-vis de ses travaux.</p> <p>Le Titulaire de chaque lot réalisera également un contrôle quotidien de la structure avant chaque prise de poste par une personne compétente et formé à cet effet. La traçabilité de ces contrôles est laissée à l'initiative des entreprises et sera tenue à disposition sur le chantier</p>			

Risques liés aux chutes de charges depuis les zones de travaux en hauteur		Tous	Toutes les entreprises
<ul style="list-style-type: none"> Chute de charge 	<ul style="list-style-type: none"> Le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches Les surfaces situées à l'aplomb des zones de travaux en élévation (échafaudages, nacelles, etc.), seront interdites d'accès au moyen de dispositifs de fermeture et de signalisation Dans le cas de force majeur de superposition de plusieurs tâches de plusieurs entreprises, celle exécutant les travaux les plus hauts, mettra en place les protections collectives en adéquations avec le risque de chute de charge si la nature des travaux le permet Mise en place de protections telles que filets, platelages, garde-corps avec plinthes... Mise en place d'auvents, tunnels ou tous autres moyens, au droit des trémies/ouvertures d'accès ou trémies/ouvertures dans les planchers à l'aplomb de zones de travail, afin de les protéger et les signaler Interdiction physique d'accès à certaines zones dans certaines situations à risques 		

Risques d'interférence avec les réseaux enterrés et aériens

LOT 01

Toutes les entreprises

Déclaration de travaux

Risques liés aux Réseaux aériens ou sous terrains :

- Explosions
- Electrocutation
- Brûlures
- Effondrement
- Contact avec produits dangereux

TYPES D'OUVRAGE	ZONES DE PROXIMITE
Transports d'hydrocarbures, de gaz, ou de produits chimiques	15 m
Distribution de gaz	2 + 1 m par mètre d'excavation
Installation électrique souterraine	1.50 m
Installation électrique aérienne	+3 m si < 50000 volts, +5 m si > 50000 volts
Installation téléphonique souterraine	2 m
Installation téléphonique aérienne	3 m
Ouvrage de prélèvement d'eau potable	50 m
Ouvrage de distribution d'eau potable	5 m ouvrage sous pression
Ouvrage souterrain d'eau sous pression et d'assainissement	2 m + 1 m par mètre d'excavation

- Des précautions particulières seront prises, quant à la présence de réseaux proches, notamment, respect des distances réglementaires, Information du personnel, engins adaptés avec limiteur de course, portique éventuel
- Les entreprises devant intervenir, adresseront avant le début des travaux, les DICT (10 jours avant le début des travaux, valable 2 mois) aux administrations et organismes concernés (gaz, ENEDIS, SNCF, éclairage public...), afin de connaître l'existence d'ouvrages et réseaux souterrains et aériens afin de les tracer sur place.
- La présence d'une personne habilitée AIPR durant les travaux est obligatoire en cas de réseaux à proximité.

Cat A : Incertitude maximale de localisation inférieure à +/- 40 cm (réseau rigide) ou +/- 50 cm (réseau flexible)


⇒ Pas d'investigations complémentaires.

Cat B : Incertitude maximale de localisation inférieure à +/- 1,5 mètre.

⇒ Investigations complémentaires.

Cat C : Incertitude maximale de localisation supérieure à +/- 1,5 mètre ou absence de cartographie.

⇒ Investigations complémentaires.

Risques d'interférence avec les réseaux BT sous tension et fluides		TOUS	Toutes les entreprises
<u>Risques liés aux réseaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Explosions • Electrocutation • Brûlures • Contact avec produits dangereux • Incendie 	<ul style="list-style-type: none"> •  Procédure de neutralisation et consignation des installations par coupure de l'alimentation générale • Toute consignation de réseau devra être transmise à tous les intervenants par PV de consignation de la part de l'entreprise ayant réalisé cette mesure. • Il est précisé que les coupures réseaux devront être réalisées après accord MOA / MOE et gestionnaire du site 		

Risques liés aux travaux généraux de maçonnerie/démolition/génie civil

LOT 2

Toutes les entreprises

Risques

- Chute de hauteur
- Chute de plain-pied
- Chute d'objets
- Empalement
- Heurt
- Brûlures
- TMS

Coffrages V/H :

Les installations, les dispositifs, les matériels utilisés, devront avoir notamment une résistance suffisante pour supporter les charges et les efforts auxquels ils sont soumis.

Les dispositifs d'étalement et coffrages horizontaux seront mis au point en intégrant les surlargeurs nécessaires :

A la circulation des compagnons en périphérie de l'ouvrage à construire,

⇒ Au coffrage des parements verticaux de la partie d'ouvrage.

Des protections collectives seront mises en œuvre en périphérie de l'étalement / coffrage pour prévenir des risques de chute de hauteur et chute d'objets :

⇒ Garde-corps équipés de lisse, sous-lisse et plinthe,

Complétés le cas échéant par un filet micro-maille par-gravats.

A – Cas des Coffrages Traditionnels :

Les matériels et dispositifs de renfort / contreventement utilisés, devront avoir une résistance suffisante pour supporter les efforts auxquels ils sont soumis lors de la mise en œuvre du béton.

Le Titulaire mettra en place un échafaudage ou tout autre moyen d'accès équivalent devant une des deux faces coffrées pour l'accès au sommet du coffrage, notamment pour la mise en œuvre du béton.

B – Utilisation de Banches ou panneaux manutention :

L'entreprise adaptera l'outil de coffrage à la partie d'ouvrage à construire, et non pas l'inverse !

Elle veillera à rester dans les limites d'utilisation fixées par le fabricant (nature des entretoises, pression maximale du béton, hauteur maximale de mise en œuvre, dispositions de contreventement).

L'Entreprise privilégiera également :

⇒ Les banches de coffrage équipées de passerelles de travail intégrées (pour des hauteurs de coffrage supérieures à 1.50 m),

⇒ Le montage et l'assemblage au sol des modules.

Les modules seront impérativement contreventés et calés en pied avant le décrochage de charge.

C – Passerelles de travail :

Les passerelles de travail, quelle que soit leur nature, seront nettoyées régulièrement et équipées d'un garde-corps périphérique (lisse, sous-lisse en plinthe), d'échelles et de trappe d'accès.

Armatures pour béton armé :

L'entrepreneur précisera les moyens utilisés pour prévenir les risques d'accidents provoqués par les armatures en attente ou laissée apparentes après démolitions pour reprise de bétonnage

. Dans tous les cas, ces armatures en attente seront protégées (capuchons, aciers crossés).

Le ferrailage et les armatures seront **conçus dès l'étude** en privilégiant durant leur fabrication, la suppression du risque de blessure et de perforation en adaptant leur nature, leurs formes et leurs implantations sur le site.

Éléments béton préfabriqués :

Tous les éléments préfabriqués en usine doivent intégrer dans leurs fabrications : des éléments ou dispositifs de manutention et de levage normalisés, ainsi que des dispositifs permettant la mise en place immédiate de protections collectives. Tous les éléments préfabriqués lourds seront stockés sur une plate-forme stabilisée et plane. La stabilité de chacun des éléments sera assurée par des dispositifs rigides appropriés à leurs poids, volumes, hauteurs.

L'entreprise doit fournir dans son P.P.S.P.S. la fiche technique des organes de levage intégrés dans les pièces lourdes.

Bétonnage des parties d'ouvrage :

Le personnel d'exécution sera équipé de vêtements de protection adaptés à ce type de travaux :

- ⇒ Gants,
- ⇒ Lunettes de protection,
- ⇒ Bottes pour les bétonnages horizontaux.

Le port de ces équipements de protection est obligatoire.

L'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. les matériels utilisés, le mode opératoire de la phase de bétonnage (plan de bétonnage) et les dispositifs de sécurité intégrés au coffrage pour faciliter la mise en œuvre du béton.

L'approvisionnement et la mise en œuvre du béton seront menés de manière à éviter :

- ☞ La superposition de tâches ⇒ Interdire le survol de charges (benne à béton) au-dessus des travailleurs.
- ☞ Le risque de chute de hauteur ⇒ Interdire le travail sur échelle, travail sur échafaudage vérifié ou PIRL.
Le risque de heurt avec le matériel employé (Benne à béton, pompe à béton) ⇒ Désignation d'un chef de manœuvre chargé de réceptionner et maintenir l'organe d'approvisionnement.
- ☞ Le risque de chute d'objets ⇒ Port des EPI obligatoire

Durant les phases de mise en œuvre des différents bétons, le personnel prendra soin d'éviter tout contact direct entre la peau et le ciment frais.

La manutention et la mise en place seront au maximum mécanisé.

Risque lié à la coactivité entre les travailleurs et les usagers du site (maintenance, bureaux à proximité, classes/entretien toiture...) durant les travaux		Tous	Toutes les entreprises
<ul style="list-style-type: none"> • Chute de plain-pied • Chute de charge • Chute de hauteur • Ecrasement • Heurt • Accès secours 	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les mesures particulières concernant les protocoles d'interventions liés aux travaux (circulation / coactivité / protections / Accès...) en site occupé, seront présent lors de la visite d'inspection commun entre le CSPS/MOE/MOA/ENTREPRISE/GESTIONNAIRE DU SITE OCCUPE • Les zones de travaux restituées en cours de travaux devront être non accessible aux compagnons et être dissociées du chantier par un balisage spécifique • Les accès partagés en toiture devront être laissé libre en tout temps. Toutes les sécurisations communes retirées dans le cadre des travaux devront être remplacées par un moyen au moins équivalent. Les zones partagées devront être particulièrement bien balisées et dissociées • Lors de travaux par points chauds en toiture, ou dans un local fermé devront faire l'objet d'un permis feu à transmettre au gestionnaire de site pour approbation • Les travaux en intérieurs devront être strictement balisés dans un périmètre suffisamment large, permettant la mise en sécurité de tous les intervenants 		

6. Dispositions concernant l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires /l'installation électrique générale /divers moyen de préventions

6.1. Installations électriques, branchements, maintenances et habilitations

Les installations électriques sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché ou du lot principal, y compris rapport et vérification.

- Les installations de chantier devront faire l'objet d'une vérification initiale confiée à un organisme de contrôle agréé en application du décret du 14 novembre 1988.
- Un exemplaire du rapport de vérification devra être remis au Maître d'œuvre et au coordonnateur et mis à disposition des organismes de prévention dans le bureau de chantier.
- Les câbles d'alimentation, appareil d'éclairage, prises de courant, etc., devront être adaptés aux conditions d'exploitation des chantiers et à l'exposition aux intempéries du site.




Les entreprises devront s'équiper de câbles HO7 RNF pour les rallonges et enrouleurs (25 m maximum), et de prises électriques normalisées compatibles avec les matériels mis en œuvre sur le chantier.

L'armoire et coffret de distribution devront être maintenus en permanence fermés.

Le type de fermeture (serrures ou cadenas) sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité.

Procédure d'habilitation :

Que ce soit pour les opérations d'installation ou de maintenance, l'entrepreneur est tenu d'appliquer la procédure d'habilitation des électriciens (ou non électricien si nécessaire), conformément aux dispositions des publications UTE C 18.510 et C 18.530.

-  Installation de chantier et raccordement aux réseaux EDF Hors tension (électricien) : **B1**.
-  Réaliser une consignation (électricien) : **BC**
-  Intervention de dépannage sur l'installation électrique (Electricien) :**BR**

Il est rappelé que tout titre d'habilitation doit être justifié par une formation appropriée et un contrôle des connaissances acquises.

L'entreprise titulaire assurera la surveillance et le maintien en état de l'installation provisoire depuis l'origine du branchement jusqu'au coffret de distribution.

Emploi de groupe électrogènes autonomes

Les groupes électrogènes autonomes ne seront pas autorisés sur cette opération

Réglementation sur l'utilisation du matériel électrique utilisé par les entreprises :

- ✓ Rallonges câbles type H 07 RNF
- ✓ Enrouleurs cat. B / NFC 61-720
- ✓ Prises incassables avec IP 447
- ✓ Baladeuses conformes à NFC 71-008
- ✓ Phare halogène type NF avec grille de protection

Pour rappel, la distance maximum entre chaque coffret de chantier doit être obligatoirement de 25M. Un nouveau coffret de chantier devra être mis en place une fois cette distance dépassée.

La superposition d'enrouleurs n'est pas tolérée au-delà de 25 M.

6.2. Dispositions concernant l'utilisation des protections collectives

6.2.1. Mise en place et maintenance des PROTECTIONS COLLECTIVES nécessaires à la réalisation des travaux jusqu'à réception.

Celles-ci seront toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entreprise.

Elles ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :

- ✓ Après la disparition du risque
- ✓ Après la mise en place de la protection définitive prévue au projet
- ✓ Après la mise en place d'un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente équivalente.

Toute superposition de tâche est formellement interdite.

6.2.2. Travaux en hauteur :

Les accès ainsi que les plateformes de travail en hauteur doivent être sécurisés conformément au décret du 1er septembre et de l'arrêté du 21 décembre 2004 sur les travaux en hauteur

- Les entreprises devront prévoir et faire connaître au niveau de leur PPSPS, et mettre en œuvre sur le chantier, toute disposition, moyens de protection, mode opératoire, de façon à ne créer aucun risque et gêne vis à vis des autres entreprises présentes
- Le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches
- Mise en place de moyens adaptés.

6.2.3. Prévention des risques lié aux vibrations :

Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (perforateurs, perceuses, meuleuses, etc.), l'entreprise devra :

- Assurer une formation et une surveillance médicale spéciale du personnel exposé
- Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations
 - ✓ Modification des modes opératoires
 - ✓ Aménagement du temps de travail

En cas d'impossibilité, notée dans les PPSPS, ceux-ci devront détailler les choix des matériels et des procédures réduisant ces nuisances à la source

- Mise en place de moyens adaptés.

6.2.4. Prévention des risques lié aux coupes :

- Port des EPI adaptés (voir annexe)
 - Les coupes devront être arrosées afin d'éviter la propagation de poussières
- Utiliser des outils avec aspirateur intégré
- Mise en place de moyens adaptés.

6.2.5. Prévention des risques lié aux bruits :

- La valeur limite d'exposition déclenchant une action de prévention est fixée à 80 dB(A). Être exposé 8 h à 80 dB(A) est aussi dangereux que d'être exposé 1 h à 89 dB(A)
- Éviter les nuisances sonores par rapport aux travailleurs et riverains
- Port des EPI adaptés
- Aménagement du poste de travail.
- Mise en place de moyens adaptés.

7. Mesures de salubrité (R4532-44-5°)

7.1. DISPOSITIONS PRISES POUR APPLICATION DU R4533-1

Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 euros, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution

7.2. DISPOSITIONS EN MATIERE DE BON ORDRE ET DE SALUBRITE

L'entreprise nommera dans son P.P.S.P.S. des responsables désignés et habilités par l'employeur chargé de faire respecter les consignes d'hygiène et de sécurité, sa présence est exigée en permanence sur les différents secteurs de travaux et cela sur toute la durée des travaux.

Ce ou ces techniciens (autre que le chef de chantier) devront s'assurer pendant toute la durée des travaux, que les consignes d'hygiène et de sécurité soient parfaitement respectées par tous les intervenants prenant part à l'opération, elles devront être capables de gérer au quotidien la coordination des équipes des travaux, la gestion de l'hygiène et de la propreté du chantier, de l'encadrement et le suivi des travaux, ainsi que la communication extérieure avec les entreprises travaillant sur d'autres chantiers proches.

Il devra aussi être disponible lors des réunions publiques de présentation de l'avancement des travaux.

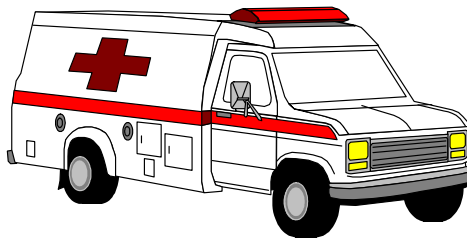
Tout personnel sur chantier devra pouvoir communiquer, à tout moment, avec ce ou ces responsables. Ils devront être capables en cas d'accident de localiser le secteur où les secours doivent se rendre immédiatement, et de définir l'organisation à mettre en œuvre pour les secours.

8. Mesures spécifiques de secours (R4532-44-6°)

Exemple de fiches de secours :

ADRESSE DU CHANTIER

CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT



FAIRE APPELER UN SECOURISTE DU CHANTIER
(Identifiés par un sigle sur le casque)



: POMPIERS - 18 Téléphone fixe des bureaux de chantier
- 112 d'un téléphone portable



INDIQUER:

- ☞ L'ADRESSE PRECISE DU CHANTIER
- ☞ NATURE DE L'ACCIDENT
 - ☞ GRAVITE
 - ☞ NOMBRE DE VICTIMES
 - ☞ CIRCONSTANCES
 - ☞ ETAT SOMMAIRE DU BLESSE



NE PAS RACCROCHER AVANT ACCORD DES POMPIERS



PREVENIR LE RESPONSABLE DU CHANTIER



ATTENDRE LES SECOURS A L'ACCES DU CHANTIER



A PREVENIR DANS TOUS LES CAS

Entité	Nom	☎	📠
Entreprise			
Maîtrise d'ouvrage			
Coordonnateur SPS			
Maître d'œuvre			



POUR LES ACCIDENTS GRAVES ou MORTELS

Police nationale		17	
------------------	--	----	--

9. Modalités pratiques de coopération (R4532-44-7°)

9.1. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES ET GÉNÉRAUX

Point de rassemblement sécurité :

Les point de rencontre Sécurité (PRS)devront etre stipulés sur le PIC et devront etre validés par le MOE/MOA/gestionnaire du site /CSPS l'emplacement précis sera visité lors de l'inspection commune sur site.

Sauveteur secouriste du travail :

Le Code du travail impose la présence d'un sauveteur secouriste du travail sur chaque chantier occupant 20 personnes au moins, pendant plus de 15 jours, où sont effectués des travaux dangereux.

Les Sauveteurs secouristes du travail (SST) devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc. ...).

La codification choisie devra être communes aux entreprises et être intégrée aux PPSPS.

Organisation des secours :

L'entreprise titulaire :

- ⇒ Renseignera l'affiche « appel en cas d'accident » et veillera à ce qu'elle soit toujours accessible et qu'elle présente une parfaite lisibilité.
- ⇒ Tiendra à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical.
- ⇒ Indiquera dans son P.P.S.P.S. le matériel de secours (brancards, trousse de secours), qu'elle mettra à disposition du chantier et sa répartition aux unités de travail.
- ⇒ Installera un moyen d'alerte et de transmission d'informations dont le bon état de fonctionnement sera vérifié périodiquement.

Incendie :

L'entreprise titulaire s'assurera que tous les postes de travaux, pouvant générer un risque d'incendie, seront dotés d'un équipement de lutte contre les incendies, adaptés à la nature des risques créés.

Ces dispositions devront être reprises et consignées par l'entreprise dans son PPSPS et affichées sur le chantier.



Travaux de soudure ou de découpage :

- Dans le cas de travaux par point chaud devant être exécutés en site occupé, les entreprises concernées auront l'initiative de se faire délivrer un permis de feu, auprès du représentant de la MOA.

Il est interdit de brûler tous matériaux ou déchets sur le chantier.

Le personnel de l'entreprise sera en nombre suffisant et doit être formé à l'utilisation des dispositifs de lutte contre les départs de feux.

Emploi d'engins de chantier :

Tous risques liés aux travaux à proximité d'engins de chantier ⇒ Formation des conducteurs d'engins de chantier.

Recommandation R482 de l'INRS – CACES Chantier, applicable depuis le 1^{er} janvier 2020

Rappel du contexte réglementaire

Tout travailleur amené à utiliser un engin de chantier à conducteur porté ou télécommandé doit avoir reçu une **formation adéquate** (art. R.4323-55 du Code du travail) **et** être titulaire d'une **autorisation de conduite délivrée par son employeur** (art. R.4323-56) selon les modalités définies à l'article 3 de l'arrêté du 2 décembre 1998.

Le respect de ces prescriptions impose donc :

- 1/ que le conducteur ait reçu une formation spécifique et adaptée à la conduite en sécurité de l'engin de chantier concerné, formation qui doit être complétée et réactualisée aussi souvent que nécessaire ;
- 2/ que son aptitude médicale à la conduite de cet équipement ait été vérifiée ;
- 3/ qu'il dispose des connaissances et du savoir-faire pour la conduite en sécurité de l'engin de chantier concerné, attestés par la réussite aux épreuves théoriques et pratiques appropriées ;
- 4/ que son employeur se soit assuré qu'il a connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation ;

Champ d'application :

Les équipements visés par cette recommandation sont les engins de chantier à conducteur porté ou télécommandés

suivants :

- matériels de terrassement et de construction de routes : bouteurs, chargeuses, chargeuses-pelleteuses, pelles hydrauliques, tombereaux, niveleuses, compacteurs, tracteurs agricoles,
- matériels de sondage ou de forage,
- chariots de manutention tout-terrain : chariots à mât vertical et chariots à flèche télescopique.

Services :

Service	Adresse	☎
POMPIER (Service de Secours)		18
SAMU		15
Appel d'urgence européen (Portable)		112
Centre hospitalier	☞ À contacter localement, À préciser par les P.P.S.P.S.,	
Centre ANTI-POISON	LYON GRENOBLE	04 78 54 14 14 04 76 42 42 42
Pharmacie et Médecins	☞ À contacter localement, ☞ À préciser par les P.P.S.P.S., ☞ À afficher dans les installations propres. Dispositions propres à chaque entreprise	

9.2. **RAPPEL DES PRINCIPALES DISPOSITIONS FORMELLES**

Mesures préalables aux travaux

9.2.1. **Inspections communes**

Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser une inspection commune avec le Coordonnateur SPS, **AVANT** réalisation du PPSPS.

La réalisation d'une inspection commune est une des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité.

L'inspection commune pourra être renouvelée si les conditions de travaux évoluent.

9.2.2. **PPSPS**

Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser un PPSPS simplifié préalablement à l'intervention sur site dès lors qu'elles sont soumises à risque particulier.

La réalisation d'un PPSPS et son harmonisation par le coordonnateur SPS sont des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité. Le PPSPS est à transmettre au coordonnateur SPS.

9.3. **Mesures pendant les travaux**

9.3.1. **PPSPS**

Les PPSPS doivent être tenus à jour pendant toute la durée du chantier. Le titulaire d'un marché de travaux transmettra son PPSPS accepté par le coordonnateur SPS à ses éventuels sous-traitants au cas où il aurait recours à cette sous-traitance.

L'entrepreneur titulaire **DOIT** laisser un délai de 30 jours minimum à son sous-traitant pour réaliser ce PPSPS si celui-ci est un sous-traitant de gros-œuvre ou devant réaliser des travaux à risques particuliers tels que définis par l'arrêté du 25 février 2003. L'entrepreneur laissera un délai de 8 jours minimum dans les autres cas.

Ce délai est compris entre la date de la signature du contrat de sous-traitance et le démarrage effectif des travaux sur le chantier.

9.3.2. **Registre Journal**

Les entreprises, quels que soient leurs statuts (titulaires ou sous-traitant) doivent obligatoirement viser le registre journal, dès lors que l'observation ou la remarque les concernent.

Le registre journal viendra amender et compléter le présent PGCSPPS tout au long de l'opération.

9.3.3. **Prescription concernant le D.I.U.O.**

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage (DIUO), a pour objectif essentiel de faciliter tout l'entretien nécessaire pour maintenir l'ouvrage dans l'état où il se trouve lors de la livraison.

Les intervenants auront à produire et à transmettre tous documents qui leur seront demandés par le Coordonnateur SPS de réalisation, nécessaires à la constitution du DIUO, au fur et à mesure de leur établissement et en fonction de l'avancement des travaux.

Des fiches d'interventions ultérieures seront selon la demande du Coordonnateur SPS de réalisation, renseignées par les entreprises concernées avant la fin des travaux.

La bonne exécution de ce document dans sa version finale est conditionnée par la transmission du DOE.

10. Annexes

10.1. EPI

RAPPEL de la législation sur les articles R 4321-1 à 5, R 4323-91 à 97, et R 4323-99 à 106 du code du travail :

- L'employeur met à la disposition des travailleurs les EPI nécessaires, appropriés au travail à réaliser ou convenablement adaptés à cet effet, en vue de préserver leur santé et leur sécurité
- Les EPI sont mises à disposition des salariés gratuitement par l'employeur qui assure leur bon fonctionnement et leur maintien dans un état hygiénique satisfaisant
- L'employeur fait bénéficier les travailleurs devant utiliser une EPI d'une formation adéquate comportant un entraînement au port des EPI



LISTE INDICATIVE DE TRAVAUX NECESSITANT LE PORT D'UNE PROTECTION INDIVIDUELLE

Casques	Tous travaux présentant le risque de chute d'objets à partir d'un niveau supérieur
Harnais	Tous travaux exceptionnels non répétitifs et de courte durée exposant à un risque de chute de hauteur
Chaussures, bottes	Tous travaux présentant le risque de chute d'objets manutentionnés sur les pieds ou d'écrasement, ou de perforation de la semelle par objets pointus
Lunettes, masques	Tous travaux présentant le risque de projection dans les yeux (burinage, meulage, manipulation de produits acides ou caustiques...) ou exposant à des sources lumineuses de forte puissance (soudage...)
Masques, cagoules	Tous travaux effectués dans des milieux pollués (poussières, gaz toxiques...)
Tabliers	Tous travaux présentant des risques de projection sur le corps (soudage, manipulation de produits dangereux...)
Gants	Tous travaux présentant des risques pour les mains (ferraillage, soudage, etc...)
Casques antibruit	Tous travaux exposant à des niveaux sonores supérieurs à 80 dB (marteaux piqueurs, battage palplanches, conduite d'engins, meulage, criblage...)
Genouillères	Tous travaux exposant à une position à genoux prolongée (carreleurs, chauffagistes, étancheurs...)

Aussi le port d'EPI spécifiques pour des travaux le nécessitant devra être précisé dans les PPSPS.

10.2. CADRE TYPE PPSPS

CADRE – TYPE

PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Art. R. 4532-63 0 68 du Code du Travail

Ce canevas établi d'après le guide de l'OPPBTP a pour but d'aider les entreprises à rédiger leur PPSPS suivant une trame de présentation commune. Les indications qu'il contient ne sont nullement exhaustives. Elles doivent être en plus développées et adaptées selon le chantier et l'entreprise.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- Nom de l'entreprise / Adresse / Téléphone / Télécopie
- Désignation du chantier
- Nature du lot
- Nom et Fonction du responsable du chantier
- Nom et Fonction du responsable sur chantier
- Date d'intervention
- Durée prévisible des travaux
- Effectif prévisible au cours du chantier
- Nature du marché (Entreprise Générale, Sous-traitant...)
- Renseignements concernant les organismes de prévention
- Liste des intervenants et concessionnaires

SECOURS ET HYGIÈNE

- Disposition et matériel de secours
- Consignes pour assurer les premiers secours
- Nombre de travailleurs du chantier habilités à donner les premiers secours
- Nom du ou des secouristes sur le chantier
- Matériel médical sur le chantier
- Mesures d'évacuation des victimes
- Mesures prises pour assurer l'hygiène
- Eau – Électricité
- Locaux à disposition du personnel (vestiaires, sanitaires...)
- Prise des repas
- Conditions de travail
- Approvisionnement, stockage – Manutention
- Évacuation des déchets
- Transport du personnel

PRÉVENTIONS DES RISQUES PROFESSIONNELS

1) Risques importés

Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques découlant de l'intervention des autres entreprises ou des contraintes du chantier.

TRAVAUX	MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE	RISQUES	MESURES DE PRÉVENTION

2) Risques exportés

Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur les autres intervenants

TRAVAUX	MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE	RISQUES	MESURES DE PRÉVENTION

3) Risques propres



Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur ses salariés.

TRAVAUX	MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE	RISQUES	MESURES DE PRÉVENTION

Lorsqu'il découle du PGC et de l'analyse préalable des risques menés par l'entreprise, qu'une ou plusieurs des mesures visées n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste (travaux dangereux), l'entrepreneur en fait mention expresse sur le PPSPS.

10.3. CADRE TYPE DU DHOL (document harmoniser des opérations de livraisons)

Intitulé de l'Opération :		
Coordonnateur SPS :		
Mise à jour :	Date de modification :	Éléments modifiés :
Adresse Chantier		Coordonnées GPS
Moyens Mutualisés de levage et manutention :		
Autres renseignements utiles :		

ENTREPRISE D'ACCUEIL (E.A.)		ENTREPRISE DE TRANSPORT / FOURNISSEUR (E.T.)	
Raison sociale :		Raison sociale :	
Adresse :		Adresse :	
Nom du réceptionnaire :		Nom du contact :	
Tel :		Tel :	
Dates et horaires de livraison prévues :			
Présence d'un Chef de manœuvre : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> (Nom du contact + Tel) :			
Matières transportées :			
Appareil de levage utilisé pour l'opération :			
Gabarit et charge maxi :  			
Quai de déchargement disponible :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Autre <input type="checkbox"/>	
Moyens mutualisés de levage et manutention disponibles sur le chantier	Type :	Charge et volume maxi :	
L'entreprise d'accueil vérifiera l'adéquation des équipements par rapport aux charges à soulever, ainsi que l'autorisation de conduite des intervenants extérieurs.			
Autres renseignements utiles :			
ENTREPRISE D'ACCUEIL (E.A.)		ENTREPRISE DE TRANSPORT / FOURNISSEUR (E.T.)	
Nom :		Nom :	
Fonction :		Fonction :	
Date :		Date :	
Signature :		Signature :	

Le présent document est établi dans le but de maîtriser les risques auxquels tout salarié peut être exposé lors des opérations de livraison ou de reprise de matériaux de constructions sur les chantiers. Ce document est transmis par l'entreprise de transport ou le fournisseur à la personne qui sera amené à venir sur l'opération décrite ci-dessous.

10.4. REGLES DE CIRCULATION

REGLES DE CIRCULATION

Engins de production ou de servitude,
Véhicules de service, piétons
IMPORTANT

RESPECTER LE CODE DE LA ROUTE,

Sauf dérogation expressément notifiée par les règles particulières applicables au
Chantier et énoncées ci-après,

- Pour tout engin le conducteur doit posséder OBLIGATOIREMENT une autorisation de conduite **obligatoire au titre de l'article R233-13-19 du Code du Travail à compter des dates fixées par l'arrêté du 2 décembre 1998.**
- Pour tout véhicule, le conducteur doit posséder OBLIGATOIREMENT un **PERMIS de CONDUIRE** correspondant à la catégorie de son véhicule.
- **ALLUMER les FEUX de CROISEMENT** (codes) quelles que soient les conditions atmosphériques.
- **ALLUMER les FEUX SPECIAUX** si l'engin ou le véhicule progresse lentement.
- Avant utilisation, **FAIRE le TOUR de l'ENGIN ATTENTIVEMENT** pour repérer et signaler toute fuite (même légère) ou anomalie.
- **VERIFIER** avant mise en route que personne ne risque d'être **heurté au démarrage** (à proximité ou sous l'engin).
- **POUR ENTRER et SORTIR** utiliser les accès prévus, aménagés et signalés.
- **RESPECTER** la signalisation et le balisage en place.
- **RESPECTER les REGLES de PRIORITE** dans l'ordre décroissant d'importance suivant, la première cité étant le « plus prioritaire » :
 1. **Véhicules de secours médical ou incendie.**
 2. **Engins de chargement.**
 3. **Engins de production en charge.**
 4. **Engins de production à vide.**
 5. **Priorité à droite pour les véhicules de servitude ou de service.**
- **ADAPTER la VITESSE** au type d'engin utilisé et à sa charge, à l'état et aux caractéristiques de la piste, aux conditions atmosphériques, à la signalisation en place sans dépasser **50 km/h, 30 km/h dans les zones où le travail est en cours.**
- **CIRCULER à DROITE.**
- **NE PAS DEPASSER** sur les pistes, sauf lorsqu'il s'agit d'engins très lents, feux spéciaux en fonctionnement.
LES AVERTIR alors par appels de phares et klaxon.
- **INTERDICTION de SUIVRE** tout engin ou véhicule à moins de **50 m.**
- **INTERDICTION de STATIONNER** sur les pistes, en dehors des zones réservées à cet effet.
- **INTERDICTION** de faire tout **DEMI-TOUR** ou **MARCHE ARRIERE** sur les pistes utilisées par les engins de production, sortir de la zone balisée.
- **POUR TOUTE MANOEUVRE et notamment de REcul,** dans des conditions de visibilité insuffisante ou à proximité d'un point singulier (crête de talus, ouvrage, tranchée ou fouille, ...) un ou plusieurs **SIGNALEURS** doivent assister le conducteur et prévenir les travailleurs survenant dans la zone où évolue le véhicule ou engin.

Le code de commandement adopté par l'entreprise doit être porté à la connaissance du personnel et lui être enseigné.

- **TOUT DECHARGEMENT PAR L'ARRIERE EN CRETE DE TALUS** doit être accompagné par la prise de dispositions de sécurité requises : pose de pièces de butée, distance de recul déterminée en fonction de la stabilité du talus, etc...
- **S'ASSURER** que la benne est bien baissée sur le châssis **avant tout mouvement.**
- **MAINTENIR** par tout moyen approprié un engin ou véhicule arrêté sans son conducteur sur un terrain déclive, **ne pas le disposer en travers de la pente.**

CHOISIR de préférence un terrain horizontal.

- **SIGNALER** dans les plus brefs délais (signaux de détresse, feux spécialisés, fanions, triangles, bornes) tout engin ou véhicule immobilisé.
- **POUR EVITER un ACCIDENT, SIGNALER** tout véhicule étranger au chantier car son conducteur est susceptible d'ignorer les règles de circulation appliquées.
- **INTERDICTION** de prendre **des passagers** à bord d'un engin, sauf si l'engin est muni d'un siège prévu à cet effet.
- **TOUT CONDUCTEUR** est soumis aux règles de circulation des piétons dès lors qu'il descend de son engin ou véhicule.

Piétons :

- **ACCES INTERDIT** à toute personne étrangère au chantier (et non accompagnée par une personne habilitée).
 - **RESPECTER** la signalisation et le balisage en place.
 - **EMPRUNTER** les accès et cheminements réservés aux piétons.
 - **INTERDICTION** de circuler à pied sur les pistes ouvertes à la circulation des engins de production ou dans la zone d'évolution de ces engins, **sauf pour assurer une tâche de SIGNEUR.**
 - **OBLIGATION** de porter un **vêtement de signalisation**, à haute visibilité, de classe 3 la nuit et au moins de classe 2 le jour.
 - **INTERDICTION** de prendre **des passagers** à bord d'un engin, sauf si celui-ci est muni d'un siège prévu à cet effet.
- Le transport groupé du personnel se fera dans un véhicule aménagé conformément aux prescriptions code de la route

